

Choisir la cause des femmes

ÉCHOS DE FRANCE : Nouveaux droits pour les femmes, pas en avant ?

La réforme du droit du divorce est-elle en tous points favorable aux femmes ?

Par Patricia Simo, Avocate à la Cour.

La loi n° 2004-439 du 26 mai 2004 portant réforme du droit du divorce est entrée en vigueur le 1er janvier dernier. Si l'on peut considérer que cette réforme majeure constitue globalement un progrès en ce qu'elle vise à pacifier et à simplifier le divorce des époux, elle comporte néanmoins certaines dispositions dont l'application pourrait avoir des conséquences préoccupantes. Et l'on pense naturellement aux épouses délaissées avec ou sans enfant à élever.

Ainsi en va-t-il principalement du divorce pour altération définitive du lien conjugal, grande nouveauté de la réforme qui remplace l'ancien divorce pour rupture de la vie commune.

L'ancienne procédure qui permettait de divorcer après une période de séparation de six années, garantissait à l'époux délaissé de pouvoir s'opposer au divorce lorsque les conséquences en étaient humainement insupportables en excipant de la clause d'exceptionnelle dureté et lui garantissait une sécurité financière en maintenant le devoir de secours à la charge de l'époux délaissant.

La nouvelle procédure de divorce pour altération définitive du lien conjugal, qui permet de divorcer après une période de séparation réduite à deux années, n'offre plus aucune de ces garanties, les dispositions sur la clause d'exceptionnelle dureté et le maintien du devoir de secours ayant été abrogées.

Il suffit désormais que l'époux quittant le domicile conjugal justifie d'un domicile distinct ou adresse à son conjoint une lettre libellée dans des termes habilement choisis pour lui signifier les raisons de son départ pour marquer le point de départ du délai de deux ans à l'expiration duquel il obtiendra nécessairement le divorce sans que l'époux délaissé puisse s'y opposer. Tout au plus pourra-t-il demander reconventionnellement le prononcé du divorce pour faute.

Si dans le souci de marginaliser le divorce pour faute à des fins pacificatrices, le législateur a pu penser ou du moins espérer qu'après deux années de séparation, l'époux délaissé pouvait avoir reconstruit sa vie ou du moins pris conscience de la situation et accepter plus facilement le divorce qui lui est imposé, il reste que dans certains cas il pourra conserver le sentiment d'avoir été répudié. C'est au demeurant le terme employé par les opposants au divorce pour altération définitive du lien conjugal qui le nomment : « *le divorce répudiation* ».

Certes, les conséquences d'un tel divorce pourront être compensées par l'octroi de dommages et intérêts et d'une prestation compensatoire. La loi laisse cependant planer une incertitude à ce sujet, dans la mesure où la prestation compensatoire est désormais déconnectée de toute idée de faute, à telle enseigne, d'ailleurs, que l'ancien article 280-1 du code civil selon lequel l'époux aux torts exclusifs duquel le divorce était prononcé était privé de tout droit à prestation compensatoire, a disparu et est remplacé par des dispositions qui laissent, désormais, toute latitude au juge de ne pas lui accorder en raison des circonstances de la rupture.

Il est, par conséquent, permis d'envisager dans le cadre du divorce pour altération définitive du lien conjugal que l'époux délaissé, divorcé contre son gré, puisse encore devoir une prestation compensatoire à son époux si les conditions économiques pour y avoir droit sont remplies.

Il faut encore ajouter au titre des nouveautés celles relatives aux donations de bien présents, c'est à dire celles faites pendant le mariage qui selon les nouvelles dispositions, ne pourront plus être révoquées, de sorte que l'époux délaissant pourra conserver les biens que son conjoint aura pu lui donner pendant le mariage.

Les juges, nous l'espérons, éviteront certainement de telles situations par l'octroi de dommages et intérêts sans lesquels outre le sentiment d'abandon et de répudiation, l'époux délaissé pourra avoir en plus celui d'avoir été spolié.

NOTA : l'époux délaissé est, presque toujours, la femme.